

Maître Michèle SIMONINI

Huissier de Justice

15, Rue Ferdinand Fabre

34600 BEDARIEUX

Compétence sur le ressort de l'HERAULT (34)

Tél 04.67.95.31.70

Fax 04.67.95.09.07

simonini.michele@wanadoo.fr

APE 741A

TVA intercom. FR813322088717

C.C.P. : 2215 95 K Montpellier

Etude fermée le Samedi. Membre d'une association de gestion agréée
acceptant à ce titre le règlement des honoraires par chèques.

BEDARIEUX le 8 Février 2016

Monsieur TAILLADE Bernard

Chemin des Lignièrès 317

34670 BAILLARGUES



Affaire: **HANSE YACHTS A/TAILLADE Berna**

Reference : **MD17658 1**

Dossier : **MD17658**

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous informer que, conformément à la loi, nous nous sommes présentés le 8 Février 2016 pour vous signifier un acte de SIGNIFICATION à la requête de HANSE YACHTS AG

La copie de cet acte a été déposée en mon ETUDE sous enveloppe fermée ne portant d'autre indication que d'un coté, les noms et adresse du destinataire de l'acte et de l'autre coté le cachet de l'HUISSIER de JUSTICE apposé sur la fermeture du pli. Elle devra être retirée dans le plus bref délai contre récépissé ou émargement par vous-même ou pour toute autre personne que vous aurez spécialement mandatée à cet effet par écrit.

La copie de l'acte sera conservée à mon Etude pendant trois mois. Passé ce délai, nous en sommes déchargés.

Nous pouvons à votre demande, transmettre la copie de l'acte à une autre Etude d'Huissier de Justice, où elle pourra être retirée dans les mêmes conditions.

TRES IMPORTANT : Si la signification fait courir un délai, ce délai part de la date portée en tête de l'acte. Il est donc dans votre plus grand intérêt de prendre rapidement connaissance de cet acte.

Veillez agréer mes salutations distinguées.

Maître Michèle

SIMONINI

Huissier de Justice

15, Rue Ferdinand Fabre

34600 BEDARIEUX

Compétence sur le ressort de

l'HERAULT (34)

Tél 04.67.95.31.70

Fax 04.67.95.09.07

simonini.michele@wanadoo.fr

APE 741A

TVA intercom.

FR813322088717C.C.P. : 2215 95

K Montpellier

N0 Acte : MD17658_1

Dos/cor : MD17658

Ref : HANSEYACHTS / TAILLADE BERNARD - 6 O 117/15

SIGNIFICATION

L'an deux mille seize et le

huit février

Maître Michèle SIMONINI Huissier de Justice 15, Rue Ferdinand Fabre 34600 BEDARIEUX Soussignée

**Expédition Certifiée
Conforme**



A la demande de la Societe **HANSE YACHTS AG** ayant son siege a LADEBOWER CHAUSSEE 11 17489 GREIFSWALD ALLEMAGNE

Elisant domicile en mon étude et en mairie de tout lieux d'exécution

A **Monsieur TAILLADE Bernard** domicilié Chemin des Lignières 317 34670 BAILLARGUES

étude

EN SON DOMICILE OU ETANT ET PARLANT COMME INDIQUE AU VERSO DU PRESENT ACTE A LA RUBRIQUE MODALITES DE REMISE DE L'ACTE.

REMETS AVEC LE PRESENT ACTE COPIE DE :

- Ordonnance en date du 1^{er} octobre 2015 rendue par le TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE STRALSUND
- Décision en date du 08 octobre 2015 rendu par le TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE STRALSUND
- Demande en justice (pièces) en date du 13 mai 2015.

A CE QU'IL N'EN IGNORE
SOUS TOUTES REVERSES, DONT ACTE.

Coût	
Transport art.18.1	7.67
Droit fixe art.6.1	26.40
Taxe fiscale art.20	13.04
Coût remise à personne	
T.V.A. 20.00 %	6.81
Total T.T.C. Euros	53.92
Coût remise à tiers	
T.V.A. 20.00 %	6.81
Avis postal art.20	0.76
Total T.T.C. Euros	54.68
Somme totale due	



Traduction certifiée de l'allemand vers le français

Le Tribunal de grande instance de Stralsund

[Armoiries de Mecklembourg-Poméranie occidentale]

Landgericht Stralsund, Postfach 22 43, 18409 Stralsund

Monsieur
Bernard Taillade
Chemin des Lignièrès 317
34670 BAILLARGUES
FRANCE

En cas de questions:
Tél.: Mahnke -230, Häger -303,
Lobeck -231
Télécopie: 03831 205-399
Bureau: B 202
Horaires:
Le lundi, mercredi, jeudi: 9 – 12 h et
14 – 15h30
Le mardi: 9 – 16h30*
Le vendredi: 9 – 12 h
*selon accord téléphonique possible
jusqu'à 17h30

Votre référence	Prière d'indiquer en cas de réponse N° du dossier/de référence	Date
	6 O 117/15	14/12/2015

Concernant l'affaire

HanseYachts AG ./ Taillade, B.

Monsieur,

Veillez trouver ci-joint la requête ainsi que la copie conforme de l'ordonnance du tribunal et la décision sur l'invitation à désigner un domiciliataire.

Merci de préciser dans toutes les lettres le numéro de référence indiqué ci-dessus et d'annexer aux lettres et aux pièces jointes toujours le nombre requis de copies pour la/les contrepartie/s et son/ses/leur/leurs mandataire(s) en justice.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Altendorf

Secrétaire principale de justice en tant que greffier

[signature]

Cette lettre a été établie électroniquement et est valide sans signature.

Adresse
Landgericht Stralsund
Frankendamm 17
18439 Stralsund

Arrêt
Transports en commun :
lignes 2 et 3
Arrêt de Hafenstrasse
Près du tribunal il y a un
nombre limité de places de
stationnement

Boîte aux lettres nocturne
Boîte aux lettres nocturne
à l'entrée principale

Communication
Téléphone :
03831 205-0
Télécopie :
03831 205-399
Internet :
www.mv-justiz.de

Pour la traduction conforme
Traducteur assermenté
Berlin, le 17/12/2015

Klaus Riethdorf
Für die Berliner Gerichte und Notare
ermächtigter Übersetzer und allgemein
beeidigter Dolmetscher für die
französische und italienische Sprache



Landgericht Stralsund

Landgericht Stralsund PF 22 43, 18409 Stralsund

Herrn
Bernard Taillade
Chemin des Lignières 317
34670 BAILLARGUES
FRANKREICH

für Rückfragen:
Telefon: Mahnke -230, Häger -303, Lobeck -231
Telefax: 03831 205-399
Zimmer: B 202
Sprechzeiten:
Mo, Mi, Do 09.00 bis 12.00 Uhr und 14.00 bis 15.30 Uhr
Di 09.00 bis 16.30 Uhr*
Fr 09.00 bis 12.00 Uhr
* nach telef. Vereinbarung bis 17.30 Uhr möglich

Ihr Zeichen

Bitte bei Antwort angeben
Akten- / Geschäftszeichen
6 O 117/15

Datum
14.12.2015

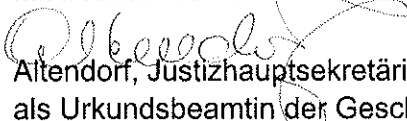
In Sachen
HanseYachts AG ./ Taillade, B.

Sehr geehrter Herr Taillade,

beachten Sie bitte die diesem Schreiben beigefügte Klageschrift sowie die beglaubigte Abschrift der Verfügung des Gerichts und den Beschluss über die Aufforderung zur Benennung eines Zustellungsbevollmächtigten.

Geben Sie bitte bei allen Schreiben das vorstehend aufgeführte Geschäftszeichen an und fügen Sie bitte den Schriftsätzen und Anlagen immer die erforderliche Anzahl von Abschriften / Ablichtungen für die Gegenseite(n) und deren Prozessbevollmächtigte(n) bei.

Mit freundlichen Grüßen


Altdorf, Justizhauptsekretärin
als Urkundsbeamtin der Geschäftsstelle

Dieses Schreiben wurde elektronisch erstellt und ist ohne Unterschrift gültig.

Hausanschrift
Landgericht Stralsund
Frankendamm 17
18439 Stralsund

Verkehrsanbindung
Nahverkehr Linie 2 und 3
Haltestelle Hafenstraße
In der Umgebung des
Landgerichts stehen
beschränkt Parkplätze zur
Verfügung.

Nachtbriefkasten
Nachtbriefkasten am
Haupteingang

Kommunikation
Telefon:
03831 205-0
Telefax:
03831 205-399
Internet:
www.mv-justiz.de

Tribunal de grande instance de Stralsund

Stralsund, le 1/10/2015

6 O 117/15

Ordonnance

Concernant l'affaire

HanseYachts AG

contre

Bernard Taillade

suite à l'indemnisation prétendue

Demandes, instructions et informations

1. On réalisera une procédure préliminaire écrite.
2. **On demande à la partie défenderesse conformément au § 276 du Code de procédure civile comme suit :**

2.1 Elle doit indiquer par écrit et par son avocat l'intention de la défense en

un délai d'urgence de quatre semaines

dès la notification de la requête.

Avertissements :

On ne peut pas prolonger le délai et celui-ci n'est respecté que quand cette lettre sera reçue par le tribunal en ce délai. Si celle-ci ne sera pas reçue en ce délai, le procès pourra être perdu. Sur demande de la partie adverse, le tribunal est en droit de prononcer un jugement par défaut (§ 331 du Code de procédure civile). Dans ce cas, la partie défaillante devra également supporter les frais judiciaires et les dépenses nécessaires de la partie adverse (§ 91 du Code de procédure civile). Suite au jugement par défaut, l'adversaire de la partie défaillante est en droit d'effectuer l'exécution forcée contre celle-ci (§ 708 numéro 2 du Code de procédure civile). Si la partie défenderesse déclare de reconnaître la cause d'action dans son ensemble ou partiellement, elle sera condamnée sans débats oraux selon cette reconnaissance.

Le délai de réponse est fixé à deux semaines. Le délai de réponse est la période indispensable entre la notification de la requête et la date pour l'audience.

2.2 Elle doit réagir par écrit par rapport à la **requête** en

quatre semaines

dès l'échéance du délai d'urgence indiqué sous 2.1 si elle a l'intention de se défendre contre la requête.

Avertissement conformément aux §§ 277 alinéa 2, 296 alinéas 1 et 3 du Code de procédure civile :

Le délai n'est respecté que quand la réponse sera reçue par le tribunal avant l'échéance du délai. La partie défenderesse ne peut se défendre contre la cause d'action que jusqu'à l'échéance de ce délai et présenter par exemple des exceptions et des objections, des propositions de preuve et des exceptions contre les moyens de preuve. Si le délai sera manqué, toute défense sera empêchée et lors du procès on décidera sur la base des faits présentés par la partie demanderesse. La réplique reçue après l'échéance du délai légal, donc avec un retard, ne sera admise que si le litige ne sera pas retardé ou si la partie excuse suffisamment ce retard. Les griefs retardés non-pertinents concernant la recevabilité de la requête, ne peuvent être admis qu'en cas des excuses suffisantes du retard.

Juste suite au non-respect du délai le procès pourra être perdu.

Le délai indiqué ci-dessus peut être prolongé exceptionnellement sur demande en cas de présence de motifs graves. La demande écrite en vue de prolonger le délai doit être reçue par le tribunal avant l'échéance du délai.

2.3 Elle doit nommer un **avocat** ou, en accord avec un avocat, un citoyen maîtrisant la langue allemande d'un Etat-membre de l'Union Européenne ou d'un autre Etat signataire de l' Accord sur l'Espace économique européen étant en droit, selon les parties 1 et 5 de la Loi relative à l'activité des avocats européens en Allemagne (EuRAG), d'exercer provisoirement l'activité d'un avocat auprès de ce tribunal, en tant que mandataire en justice, si elle veut se défendre contre la requête.

Avertissements :

Devant les tribunaux de grande instance on est obligé de nommer un avocat. Pour cette raison, uniquement un avocat ou un avocat étranger, selon les exigences précisées ci-dessus, peut introduire à plein effet une réclamation (2.1) ou une réplique (2.2) ainsi que faire des demandes et donner d'autres déclarations. Les actes accomplis par un intéressé lui-même ne produisent pas d'effet dans le procès. Si la partie adverse intéressée ne nomme pas d'avocat ou d'avocat étranger selon les exigences indiquées ci-dessus, on peut prononcer contre celle-ci un jugement par défaut (§§ 330, 331 du Code de procédure civile). Dans ce cas, la partie défaillante doit également supporter les frais judiciaires et les dépenses nécessaires de la partie adverse (§ 91 du Code de procédure civile).

Suite au jugement par défaut, l'adversaire de la partie défaillante est en droit de réaliser l'exécution forcée contre celle-ci (§ 708 numéro 2 du Code de procédure civile).

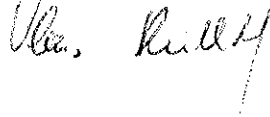
Ewert
Juge auprès du Tribunal de grande instance

Expédition conforme
Stralsund, le 8/10/2015

Lobeck
Employée de justice

Pour la traduction conforme
Traducteur assermenté
Berlin, le 17/12/2015

Klaus Riefdorf
Für die Berliner Gerichte und Notare
ermächtigter Übersetzer und allgemein
beeidigter Dolmetscher für die
französische und italienische Sprache

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Klaus Riefdorf', with a long, thin vertical stroke extending downwards from the end of the signature.

Landgericht Stralsund

Stralsund, 01.10.2015

6 O 117/15

Verfügung

In dem Rechtsstreit

HanseYachts AG

gegen

Bernard Taillade

wegen angeblicher Schadenersatz

Aufforderungen, Anordnungen und Hinweise

1. Es wird ein schriftliches Vorverfahren durchgeführt.
2. **An die beklagte Partei ergehen gemäß § 276 Zivilprozessordnung folgende Aufforderungen:**

- 2.1. Sie hat die Absicht der Verteidigung binnen einer
Notfrist von vier Wochen

ab Zustellung der Klageschrift durch ihren Rechtsanwalt schriftlich anzuzeigen.

Belehrungen:

Die Frist kann nicht verlängert werden und ist nur dann gewahrt, wenn die Anzeige innerhalb der Frist bei Gericht eingeht. Geht sie nicht innerhalb der Frist ein, kann dies zu einem Verlust des Prozesses führen. Das Gericht kann auf Antrag der Gegenpartei ein Versäumnisurteil erlassen (§ 331 Zivilprozessordnung); in diesem Fall hat die säumige Partei auch die Gerichtskosten und die notwendigen Auslagen der Gegenseite zu tragen (§ 91 Zivilprozessordnung). Aus dem Versäumnisurteil kann der Gegner der säumigen Partei gegen diese die Zwangsvollstreckung betreiben (§ 708 Nummer 2 Zivilprozessordnung). Erklärt die Beklagtenpartei, dass sie den Klageanspruch ganz oder teilweise anerkenne, so wird sie ohne mündliche Verhandlung dem Anerkenntnis gemäß verurteilt werden.

Die Einlassungsfrist wird auf zwei Wochen festgesetzt. Die Einlassungsfrist ist der Zeitraum, der zwischen der Zustellung der Klageschrift und dem Termin zur mündlichen Verhandlung liegen muss.

- 2.2. Sie hat auf das **Klagevorbringen** innerhalb von
vier Wochen

nach Ablauf der unter Ziffer 2.1. genannten Notfrist schriftlich zu erwidern, wenn sie sich ge-

gen die Klage verteidigen will.

**Belehrung gemäß §§ 277 Absatz 2, 296 Absätze 1 und 3
Zivilprozessordnung:**

Die Frist ist nur dann gewahrt, wenn die Erwiderung vor Ablauf der Frist bei Gericht eingeht. Die beklagte Partei kann sich nur bis zum Ablauf dieser Frist gegen den Klageanspruch verteidigen und zum Beispiel Einreden und Einwendungen, Beweisangebote und Beweiseinreden vorbringen. Wird die Frist versäumt, ist jegliche Verteidigung abgeschnitten und in dem Prozess wird nur auf der Grundlage des klägerischen Sachvortrags entschieden werden. Die Klageerwiderung, die erst nach Ablauf der gesetzten Frist, also verspätet, eingeht, wird nur zugelassen, wenn sich dadurch der Rechtsstreit nicht verzögert oder wenn die Partei die Verspätung genügend entschuldigt. Verspätete verzichtbare Rügen, die die Zulässigkeit der Klage betreffen, können nur bei genügender Entschuldigung der Verspätung zugelassen werden.

Der Prozess kann also allein wegen einer Fristversäumnis verloren werden.

Die oben gesetzte Frist kann ausnahmsweise auf Antrag bei Vorliegen erheblicher Gründe verlängert werden. Der schriftliche Antrag auf Fristverlängerung muss vor Fristablauf bei Gericht eingehen.

- 2.3. Sie hat einen **Rechtsanwalt** oder im Einvernehmen mit einem Rechtsanwalt einen der deutschen Sprache mächtigen Staatsangehörigen eines Mitgliedstaates der Europäischen Union oder eines anderen Vertragsstaates des Abkommens über den Europäischen Wirtschaftsraum, der nach den Teilen 1 und 5 des Gesetzes über die Tätigkeit europäischer Rechtsanwälte in Deutschland (EuRAG) berechtigt ist, vorübergehend die Tätigkeit eines Rechtsanwalts bei diesem Gericht auszuüben, zum Prozessbevollmächtigten zu bestellen, wenn sie sich gegen die Klage verteidigen will.

Belehrungen:

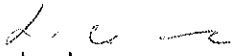
Vor den Landgerichten herrscht Anwaltszwang. Daher kann nur ein Rechtsanwalt oder ein vorstehend näher bezeichneter ausländischer Rechtsanwalt wirksam eine Verteidigungsanzeige (Ziffer 2.1.) und eine Klageerwiderung (Ziffer 2.2.) einreichen sowie Anträge stellen und weitere Erklärungen abgeben. Handlungen, die ein Beteiligter selbst vornimmt, sind prozessrechtlich unwirksam. Wird für die antragsgegnerische Beteiligte Seite kein Rechtsanwalt oder kein vorstehend näher bezeichneter ausländischer Rechtsanwalt tätig, kann gegen sie ein Versäumnisurteil ergehen (§§ 330, 331 Zivilprozessordnung); in diesem Fall hat der säumige Beteiligte auch die Gerichtskosten und die notwendigen Auslagen der Gegenseite zu tragen (§ 91 Zivilprozessordnung).

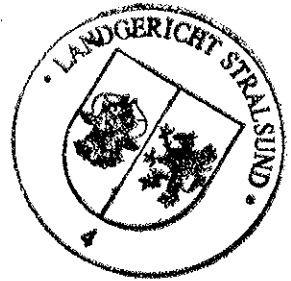
Aus dem Versäumnisurteil kann der Gegner des säumigen Beteiligten gegen diesen die Zwangsvollstreckung betreiben (§ 708 Nummer 2 Zivilprozessordnung).

Ewert
Richterin am Landgericht

Beglaubigt

Stralsund, 08.10.2015


Lobeck
Justizangestellte



Traduction certifiée de l'allemand vers le français

Expédition

[Armoiries de Mecklembourg-Poméranie occidentale]

Numéro du dossier :

6 O 117/15

Tribunal de grande instance de Stralsund

Décision

Concernant l'affaire

HanseYachts AG, représentée par les présidents Dr. Jens Gerhardt et M. Sven Göbel,
Ladebower Chaussee 11, 17489 Greifswald,

- partie demanderesse -

Mandataire en justice :

Avocat **Ole Hecht**, Klopstockstrasse 1, 22765 Hamburg (Hambourg), n° de référence :
1116/13 O02/rz

contre

Bernard Taillade, Chemin des Lignièrès 317, 34670 Baillargues, France

- partie défenderesse -

la 6^e Chambre civile du Tribunal de grande instance de Stralsund en personne du juge Mme.
Ewert - en tant que juge unique - auprès du Tribunal de grande instance a décidé le
1/10/2015 :

Il incombe à la partie défenderesse Bernard Taillade, en un délai d'un mois dès la notification
de cette décision, de désigner un domiciliataire habitant en Allemagne ou y ayant un local
commercial si on ne nomme pas de mandataire en justice (§ 184 alinéa 1 du Code de
procédure civile).

Le délai selon lequel, pour une notification plus tard par l'envoi des documents par courrier,
ceux-ci valent comme notifiés est fixé à quatre semaines (§ 184 alinéa 2 sous-alinéa 2 du
Code de procédure civile).

Si, contrairement à cette décision, vous n'indiquez pas de domiciliataire et non plus de
mandataire en justice, on vous signale que les notifications plus tard jusqu'à la nomination
d'un domiciliataire produiront effet grâce à l'envoi par courrier des documents à notifier à
l'adresse des intéressés. Dans ce cas, les documents à notifier valent comme notifiés dès

quatre semaines après l'envoi de ceux-ci par courrier conformément au § 184 alinéa 2 sous-
alinéa 1 du Code de procédure civile.

Ewert
Juge auprès du Tribunal de grande instance

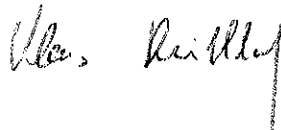
Fait

Stralsund, le 8/10/2015

Lobeck
Employée de justice en tant que greffier

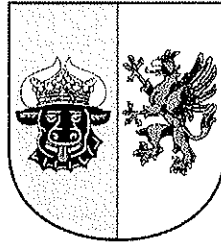
Pour la traduction conforme
Traducteur assermenté
Berlin, le 17/12/2015

Klaus Riethdorf
Für die Berliner Gerichte und Notare
ermächtigter Übersetzer und allgemein
beeidigter Dolmetscher für die
französische und italienische Sprache



Ausfertigung

Aktenzeichen:
6 O 117/15



Landgericht Stralsund

Beschluss

In dem Rechtsstreit

HanseYachts AG, vertreten durch die Vorsitzenden Dr. Jens Gerhardt und Sven Göbel, Ladebower Chaussee 11, 17489 Greifswald
- Klägerin -

Prozessbevollmächtigter:

Rechtsanwalt **Ole Hecht**, Klopstockstraße 1, 22765 Hamburg, Gz.: 1116/13 O02/rz

gegen

Bernard Taillade, Chemin des Lignières 317, 34670 Baillargues, Frankreich
- Beklagter -

hat die 6. Zivilkammer des Landgerichts Stralsund durch die Richterin am Landgericht Ewert als Einzelrichterin am 01.10.2015 beschlossen:

Der Beklagte Bernard Taillade hat innerhalb einer Frist von einem Monat ab Zustellung des Beschlusses einen Zustellungsbevollmächtigten zu benennen, der im Inland wohnt oder dort einen Geschäftsraum hat, falls kein Prozessbevollmächtigter bestellt wird (§ 184 Absatz 1 Zivilprozessordnung).

Die Frist nach der bei einer späteren Zustellung durch Aufgabe zur Post die Schriftstücke als zugestellt gelten, wird auf vier Wochen festgesetzt (§ 184 Absatz 2 Satz 2 Zivilprozessordnung).

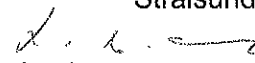
Wird entgegen dieser Anordnung kein Zustellbevollmächtigter benannt und auch kein Prozessbevollmächtigter bestellt, so wird darauf hingewiesen, dass spätere Zustellungen bis zur nachträglichen Benennung eines Zustellungsbevollmächtigten dadurch bewirkt werden können, dass die zuzustellenden Schriftstücke unter der Anschrift der Partei zur Post gegeben werden. Für diesen Fall gelten die zuzustellenden Schriftstücke binnen einer Frist von vier Wochen gemäß §184 Absatz 2 Satz 1 Zivilprozessordnung nach ihrer Aufgabe zur Post als zu-

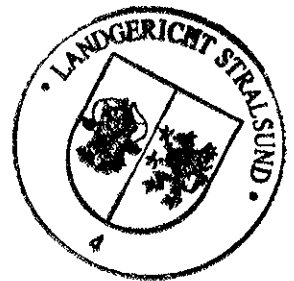
gestellt.

Ewert
Richterin am Landgericht

Ausgefertigt

Stralsund, 08.10.2015


Lobeck
Justizangestellte





copie conforme

OLE HECHT

LL.M. (Stellenbosch)

AVOCAT

OLE HECHT – BOÎTE POSTALE 50 02 07 – 22702 HAMBURG - ALLEMAGNE

KLOPSTOCKSTRASSE 1
22765 HAMBURG (Allemagne)
TÉLÉPHONE +49(0)40 460771-0
TÉLÉCOPIEUR +49(0)40 460771-18
info@anwalt-hecht.de

Landgericht Stralsund
Frankendamm 17 (Justizzentrum)
18439 Stralsund
Allemagne

<Landgericht = approximativement comparable au
tribunal de grande instance en France>

DATE 13.05.2015

RÉFÉRENCE DU DOSSIER 1116/13 002/rz D534-15
(veuillez mentionner pour tout renseignement s.v.p.)

DEMANDE EN JUSTICE

de la

HanseYachts AG,

représentée par son comité directeur, Monsieur Dr. Jens Gerhard et Monsieur Sven Göbel

Ladebower Chaussee 11, 17489 Greifswald, Allemagne

- demanderesse -

mandataire de procédure :

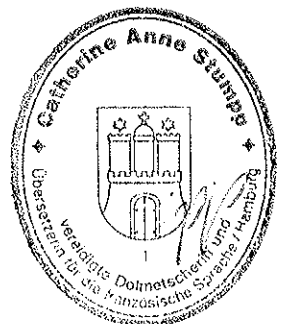
Maître Ole Hecht,

Klopstockstr. 1, 22765 Hambourg, Allemagne

contre

Bernard Taillard
Chemin des Lignièrès 317,
34670 Baillargues, France

- partie défenderesse -



à cause de : **droit d'indemnité prétendu**
valeur litigieuse provisoire : **€ 36.000,00**

Au nom et par ordre de la demanderesse, nous demandons que soit fixée une date pour une procédure orale pendant laquelle nous demanderons de

1.

constater que la partie défenderesse n'a aucun droit contre la demanderesse que ce soit en raison de la production, de la mise en circulation ou de la vente du Dehler 41#059 – HIN : DE-DEH77051F313 – ou d'une autre cause en rapport avec le Dehler 41#059 ;

2.

rendre un jugement par défaut contre la partie défenderesse au cas où elle n'indique aucune volonté de défense ou pas en temps et en heure ;

3.

condamner la partie défenderesse selon ses aveux au cas où elle reconnaît la demande.

Par ces motifs :

Nous demandons, en outre, de

signifier par voie de réception, la demande avec les traductions, conformément aux articles 2 et 4 du règlement (CE) (n° 1393/2007 concernant la Signification et Notification d'Actes).

Par ces motifs:

1.

La demanderesse est fabricante de yachts à moteurs et à voile ayant son siège social à Greifswald (Allemagne). Elle construit, entre autres, des bateaux du type "Dehler 41". Elle distribue ses produits au travers d'un réseau de concessionnaires indépendants.

La commerçante française de bateaux "Camargue & Yachting" est en effet et juridiquement une entreprise indépendante en relation commerciale avec la demanderesse par un contrat de revendeur. Dans ce contrat, il est entre autres réglé le contenu des contrats de ventes en ce qui concerne des bateaux individuels que "Camargue & Yachting" acquiert auprès de la demanderesse.

Il y est réglé que la demanderesse livre ses bateaux à "Camargue & Yachting" à Greifswald (Allemagne). Ainsi, Greifswald (Allemagne) est le lieu d'exécution, la demanderesse y met également ses produits sur le marché.

Sous ces conditions, "Camargue & Yachting" a acquis en 2013 auprès de la demanderesse le Dehler 41 avec le numéro de montage 59. Le numéro d'identification sur la coque était : DE-DEH77051F313. La demanderesse l'a livré à "Camargue & Yachting" en juin 2013 à Greifswald (Allemagne).

"Camargue & Yachting" a, elle, revendu le "Dehler 41" par contrat du 13.04.13 à la partie défenderesse et le lui a remis le 03.08.2013.

Vers la fin de l'année 2013, la partie défenderesse a dénoncé la présence de vices auprès de "Camargue & Yachting". Celle-ci les a communiqués à la demanderesse. Selon le contrat de revendeur, la demanderesse a instruit sa commerçante de remédier aux vices et lui a également confirmé la prise en charge des frais de réparation.

"Camargue & Yachting" a alors remédié à la totalité des vices.

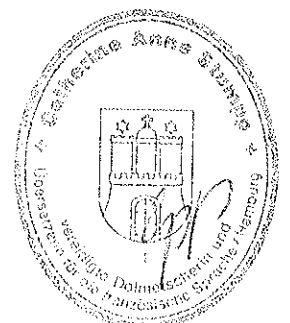
Par lettre d'avocat du 28.04.2014,

annexe K 1

la partie défenderesse a prétendu que son bateau aurait encore des vices, cela est infondé étant donné que "Camargue & Yachting" a remédié à tous les vices.

En outre, il y est évoqué que la demanderesse devrait soit remédier à tous les vices restants, soit la partie défenderesse le publierait dans un blog Internet ou le porterait à la connaissance de la presse spécialisée internationale.

La demanderesse a déposé une plainte. Faute de rapports contractuelles, la partie défenderesse n'a aucun droit contre la demanderesse. La partie défenderesse a tenté d'emporter une créance non-



existante par menace de diffamation de la renommée de la demanderesse.

L'enquête pénale engagée subséquemment fût cessée. La partie défenderesse et son mandataire n'avaient pas de connaissances des prescriptions pénales allemandes suffisantes ; il leur manquerait ainsi l'intention coupable.

Dans quelle mesure la conception juridique du parquet de Stralsund (Allemagne) est valable reste en suspens. Bien qu'étant négligeable, nous constatons que la partie défenderesse a tenté de contraindre, voire même d'extorquer la demanderesse.

2.

Le 12.01.2015, la demanderesse a reçu une demande en langues allemande et française de la partie défenderesse concernant l'ouverture d'une procédure indépendante d'administration des preuves selon les articles 808, 809 du CPC (Code de procédure civile) français auprès du "TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE NIMES,

annexe K 2.

La partie défenderesse demande la désignation d'un expert qui devrait constater les vices prétendus de son bateau pour mise en sureté de la preuve, pour pouvoir ensuite se retourner contre la demanderesse.

Comme pour une procédure indépendante d'administration selon le ZPO allemand <ZPO Zivilprozessordnung = Code de procédure civile allemand>, la mise en examen de la procédure citée ci-dessus ne sera pas pendante en France. Il s'agit d'une procédure pour constatation de faits seulement,

preuve : expertise.

Dans la mesure où la partie défenderesse revendique la condamnation au versement de € 36.000,00, sa demande a été rejetée par décision du 01.04.15 pour irrecevabilité.

3.

La demande en constatation négative est recevable étant donné que le Landgericht Stralsund (Allemagne) <Landgericht = approximativement comparable au tribunal de grande instance en France> est territorialement compétent, qu'il n'y a aucune litispendance ailleurs s'opposant, que la demanderesse a intérêt suffisant pour agir.

La compétence territoriale de l'action en constatation négative résulte de la demande en fins de prestations avec entête du jugement inverse. La partie défenderesse devrait exercer sa demande contre la demanderesse auprès du Landgericht Stralsund (Allemagne). <Landgericht = approximativement comparable au tribunal de grande instance en France>

Comme déjà énoncé ci-dessus, la cause ne sera pas pendante par la mise en examen d'une procédure indépendante d'administration de preuves selon les articles 808, 809 du CPC (Code de procédure civile) français.

La demanderesse a intérêt suffisant pour agir, étant donné que la partie défenderesse se glorifie d'un droit contre elle, qui en effet n'existe pas.

Faute de rapports contractuelles, il n'y a aucun droit contractuel à respecter. Les droits de la responsabilité des produits sont exclus, étant donné que les frais de réparation des vices en cours d'indemnisation ne sont pas éligibles selon la loi de la responsabilité du fabricant.

En outre, les droits de garantie contre le revendeur bloquent les droits délictuels contre le fabricant.

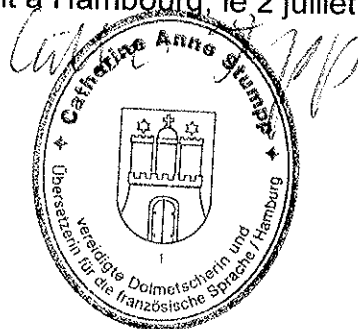
signé

Maître

Ole Hecht (avocat)

signé O. Hecht

Je soussignée Catherine Stumpp, traductrice experte assermentée à Hambourg (Allemagne), certifie que la traduction qui précède est conforme à la copie en langue allemande qui m'a été présentée. Fait à Hambourg, le 2 juillet 2015



Abschrift

OLE HECHT

LL.M. (Stellenbosch)
RECHTSANWALT

OLE HECHT • POSTFACH 50 02 07 • 22702 HAMBURG



KLOPSTOCKSTRASSE 1
22765 HAMBURG
TELEFON 040 460771-0
TELEFAX 040 460771-18
info@anwalt-hecht.de

Landgericht Stralsund
Frankendamm 17 (Justizzentrum)
18439 Stralsund

DATUM 13.05.2015

AKTENZEICHEN 1116/13 O02/rz D534-15
(bitte stets angeben)

KLAGE

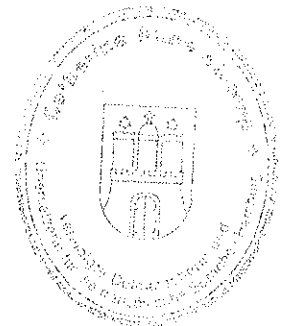
der
HanseYachts AG,
dieser vertreten durch die Vorsitzenden Dr. Jens Gerhardt und Sven Göbel,
Ladebower Chaussee 11, 17489 Greifswald

- Klägerin -

Prozessbevollmächtigter: *Rechtsanwalt Ole Hecht,
Klopstockstr. 1, 22765 Hamburg*

gegen

Bernard Taillade,
Chemin des Lignières 317,
34670 Baillargues, Frankreich



- Beklagter -